



DEEP/20-868-454 du 09/11/2020

## RETRAITE ANNEE 2021/2022 ET REGIME ADDITIONNEL DE RETRAITE - PERSONNELS ENSEIGNANTS DES ETABLISSEMENTS PRIVES SOUS CONTRAT DU PREMIER DEGRE

Références : Code de l'éducation, article L.914-1 - Code de la Sécurité sociale, l'article D. 351-1-2 du modifié par le décret n°2014-350 du 19 mars 2014 relatif à la retraite anticipée au titre des « carrières longues » - Loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Loi n° 2010-1330 du 09 novembre 2010 portant réforme des retraites - Loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005 (dite Loi Censi) relative à la situation des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat - Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Décret n° 2013-145 du 18 février 2013 modifiant les dispositions concernant le régime additionnel de retraite (RAR) - Décret n° 2011-1316 du 17 octobre 2011 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre 1er du livre IX du Code de l'éducation - Décret n° 2011-916 du 1er août 2011 fixant le nombre de trimestres exigés pour obtenir une pension de retraite à taux plein (année 1955) - Décret n° 2012-847 du 2 juillet 2012 relatif à l'âge d'ouverture du droit à pension de vieillesse - Décret n° 2011-754 du 28 juin 2011 portant relèvement des bornes d'âge de la retraite des fonctionnaires - Décret n° 2011-620 du 31 mai 2011 relatif à l'âge d'attribution d'une pension de retraite à taux plein - Décret n° 2005-1233 du 30 septembre 2005 relatif au régime additionnel de retraite - Circulaire DAF n° 13-080 du 30 avril 2013 relative au régime additionnel de retraite - Circulaire du ministère du budget du 20 mai 2011 relative aux conséquences sur le traitement continué de la loi 2010-1330 susvisée - Circulaire DAF D1 n° 2011-416 du 6 décembre 2011 portant application de la réforme des retraites aux maîtres du privé - Circulaire DAF C1 n° 2011-0260 du 21 juillet 2011 - Circulaire DAF D1 n° 2011-319 du 24 mai 2011 relative aux conséquences sur le traitement continué de la loi 2010-1330 spécifique aux maîtres de l'enseignement privé - Circulaire DAF D1 n°2019-087 du 20 mars 2019 relatif à la pérennisation du dispositif du surnombre

Destinataires : Mesdames et Messieurs les chefs des établissements d'enseignement privés du premier degré sous contrat

Dossier suivi par : Mme SAUVAGET - Tel : 04 42 95 29 12

### Principes généraux

Les enseignants des établissements privés sous contrat sont des agents publics payés par l'Etat mais ils dépendent du régime général de la Sécurité sociale pour leur retraite – conditions d'âge et durée de cotisations (tant pour la retraite de base que les retraites complémentaires ARRCO et AGIRC).

Cependant, un **régime temporaire de retraite** (RETREP) leur permet de cesser leurs fonctions aux mêmes conditions d'âge que leurs homologues fonctionnaires. Les enseignants qui ne comptabilisent pas le nombre de trimestres pour bénéficier d'une retraite à taux plein du régime général sécurité sociale peuvent demander une admission au **RETREP**.

La **loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005**, dite *loi Censi*, a créé un **régime de retraite additionnelle** des personnels enseignants des établissements privés pour rapprocher les montants des pensions de retraite du privé et ceux du public.

Ce régime est géré par l'association pour la prévoyance collective (APC).

La **réforme des retraites** issue de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 a posé de **nouvelles modalités de cessation d'activité** pour le départ à la retraite qui s'appliquent depuis le 1er juillet 2011 : ces dispositions concernent l'âge d'ouverture du droit à retraite, la limite d'âge et de mise à la retraite d'office, la durée d'assurance, les possibilités de départ anticipé.

## Règles applicables en matière de cessation d'activité pour le départ à la retraite :

### A / Age d'ouverture des droits à la retraite :

La loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 a abrogé le droit à la retraite à 60 ans en portant progressivement ce droit à 62 ans, pour les personnes nées après le 1<sup>er</sup> juillet 1951.

La réforme élève ainsi progressivement l'âge d'ouverture des droits à la retraite (**ou âge légal de départ à la retraite**) à **62 ans pour les catégories dites sédentaires** (professeurs des écoles) et à **57 ans pour les catégories dites actives** (instituteurs); c'est l'âge à partir duquel le départ en retraite est possible :

- Soit directement au régime général, si le maître a atteint l'âge d'ouverture des droits du régime général (62 ans au 1<sup>er</sup> septembre 2021) et dispose de tous les trimestres pour partir avec une retraite à taux plein ;
- Soit par le RETREP, (62 ans révolus au 1<sup>er</sup> septembre 2021 et entre 15 et 17 ans de services de catégorie active) si le maître ne dispose pas de l'ensemble des trimestres requis pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

#### Pour les enseignants appartenant la catégorie « sédentaire »

Période de naissance	AGE DE DEPART POSSIBLE <i>loi de financement de la sécurité sociale du 30/11/2011</i>
1953	61 ans et 2 mois
1954	61 ans et 7 mois
1955 et après	62 ans

#### Pour les enseignants appartenant la catégorie « active »

Période de naissance	AGE DE DEPART POSSIBLE <i>loi de financement de la sécurité sociale du 30/11/2011</i>
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1957	55 ans et 9 mois
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1958	56 ans et 2 mois
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1959	56 ans et 7 mois
A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1960	57 ans

Il existe néanmoins des exemptions à ces conditions d'âge d'ouverture des droits au RETREP :

- en application de l'article L.24 2° du code des pensions civiles et militaires de retraite (article R.914-123 2° du code de l'éducation), pour les **maîtres mis à la retraite pour invalidité**, sans durée minimale de services.
- en application de l'article L.24 3° du code des pensions civiles et militaires de retraite (article R.914-123 3° du code de l'éducation) pour **les parents d'un enfant handicapé vivant**, âgé de plus d'un an (invalidité supérieure ou égale à 80%), à condition qu'ils aient :
  - pour cet enfant, interrompu ou réduit son activité dans des conditions fixées par décret en conseil d'Etat,
  - accompli 15 ans de services effectifs.

- en application de l'article L.24 4° du code des pensions civiles et militaires de retraite (article R.914-123 3° du code de l'éducation) pour **les maîtres ou leurs conjoints atteints d'une maladie incurable** :
  - les plaçant dans l'impossibilité d'exercer une profession quelconque,
  - s'ils ont accompli 15 ans de services effectifs.
- en application de l'article 44-III de la loi du 9 novembre 2010 (article R.914-123 4° du code de l'éducation) pour **les parents ayant élevé trois enfants** :
  - **L'article 44** de la loi supprime le dispositif de départ anticipé pour les parents de trois enfants à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.
  - Toutefois ce dispositif est maintenu pour les agents qui réunissaient, au **1er janvier 2012**, les **deux conditions (15 ans de services effectifs et parents de trois enfants)**. Ils ont la possibilité de bénéficier de ce dispositif, même si leur départ à la retraite intervient au-delà de cette date.
- en application de l'article L.24 4° du code des pensions civiles et militaires de retraite (article R.914-123 5° du code de l'éducation) pour **les maîtres handicapés** :
  - invalidité supérieure ou égale à 80%,
  - s'ils ont accompli 15 ans de services effectifs.

**B / Nombre de trimestres nécessaire pour avoir droit à une pension de retraite au taux plein :**

Il varie en fonction de la date de naissance.

<b>ANNEE DE NAISSANCE</b>	<b>NOMBRE DE TRIMESTRES MINIMUM (***)</b>
En 1953 et en 1954	165 trimestres (41 ans + 1 trimestre)
En 1955, 1956 et 1957	166 trimestres (41 ans + 2 trimestres)
En 1958, 1959 et 1960	167 trimestres (41 ans + 3 trimestres)
En 1961, 1962 et 1963	168 trimestres (42 ans)
En 1964, 1965 et 1966	169 trimestres (42 ans + 1 trimestre)
En 1967, 1968 et 1969	170 trimestres (42 ans + 2 trimestres)
En 1970, 1971 et 1972	171 trimestres (42 ans + 3 trimestres)
A partir du 1er janvier 1973	172 trimestres (43 ans)

**C / Obtention d'une retraite anticipée à 60 ans pour les maîtres qui ont commencé à travailler avant 20 ans, sans interruption :**

**Le décret n° 2012-847 du 2 juillet 2012 permet d'obtenir une retraite anticipée à 60 ans.** Pour cela, il faut avoir commencé à travailler avant 20 ans et avoir validé au moins cinq (5) trimestres à la fin de l'année civile de ses 20 ans. Pour les maîtres nés au cours du dernier trimestre de l'année, si les cinq trimestres ne sont pas acquis durant l'année en cours et les années précédentes, quatre trimestres seulement sont exigés, l'année civile de leur anniversaire (20 ans).

Cette mesure vise à ne pas les pénaliser à cause de l'année scolaire.

**Trimestres pris en compte pour ce nouveau dispositif « carrière longue » :**

Sont considérés comme trimestres cotisés les trimestres acquis grâce à des cotisations (prélevées sur les salaires par exemple).

Toutefois, certaines périodes peuvent être retenues comme cotisées même en l'absence de cotisations versées.

Conformément à l'article D. 351-1-2 du code de la Sécurité sociale, modifié en dernier lieu par le décret n° 2014-350 du 19 mars 2014, dont les dispositions s'appliquent aux pensions prenant effet à compter du 1er avril 2014, sont réputés cotisés :

- tous les trimestres liés à la maternité mais pas ceux liés à l'éducation de l'enfant,
- 4 trimestres maximum de service national,
- 4 trimestres maximum de maladie et accidents du travail,
- 2 trimestres maximum au titre des périodes d'invalidité,
- 4 trimestres maximum de chômage indemnisé,
- tous les trimestres de majoration de durée d'assurance attribués au titre du « [compte personnel de prévention de la pénibilité](#) ».

Il ne sera pas validé plus de quatre trimestres par an.

**Remarques :**

- les trimestres supplémentaires au titre de la maternité, hors fonction publique, et le chômage indemnisé sont déterminés par les caisses de régimes base obligatoire (C.A.R.S.A.T.)
- L'article 83 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 prévoit que les années d'études rachetées ne sont plus prises en compte pour le bénéfice du départ anticipé au titre des carrières longues.

**Conditions à remplir pour un départ anticipé**

ANNEE DE NAISSANCE	TRIMESTRES EXIGES AVANT 20 ANS	NOMBRE DE TRIMESTRES OBTENUS	AGE DE DEPART POSSIBLE
1956	5 avant la fin de l'année civile des 20 ans, 4 si né au dernier trimestre	166	60 ans
1957	5 avant la fin de l'année civile des 16 ans, 4 si né au dernier trimestre	175	57 ans
	5 avant la fin de l'année civile des 16 ans, 4 si né au dernier trimestre	166	59 ans et 8 mois
	5 avant la fin de l'année civile des 20 ans, 4 si né au dernier trimestre	166	60 ans
1958	5 avant la fin de l'année civile des 16 ans, 4 si né au dernier trimestre	175	57 ans et 4 mois
	5 avant la fin de l'année civile des 20 ans, 4 si né au dernier trimestre	167	60 ans
1959	5 avant la fin de l'année civile des 16 ans, 4 si né au dernier trimestre	175	57 ans et 8 mois
	5 avant la fin de l'année civile des 20 ans, 4 si né au dernier trimestre	167	60 ans

## D / Dispositions relatives aux limites d'âge

La limite d'âge correspond à la date de mise à la retraite d'office ; elle est également la date d'annulation de la décote **pour bénéficiaire d'une pension de retraite au taux plein.**

La limite d'âge varie selon la catégorie de l'agent public, catégorie dite sédentaire (professeurs des écoles) et catégorie dite active (instituteurs).

L'article 29 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a relevé les limites d'âge applicables dans la fonction publique et en application du principe de parité, aux maîtres du privé.

**Pour les enseignants appartenant à la catégorie « sédentaire »,** la limite d'âge, qui est celle applicable aux fonctionnaires, est de **67 ans** (article 1<sup>er</sup> modifié de la loi n° 84-834) :

PERIODE DE NAISSANCE	AGE DU TAUX PLEIN SANS DECOTE <i>loi de financement de la sécurité sociale du 30/11/2011</i>
1953	66 ans et 2 mois
1954	66 ans et 7 mois
1955 et après	67 ans

**Pour les enseignants appartenant à la catégorie « active »,** la minoration de la limite d'âge de 5 années par rapport à la catégorie sédentaire est maintenue (article R. 914-128 II du code de l'éducation) :

PERIODE DE NAISSANCE	AGE DU TAUX PLEIN SANS DECOTE <i>loi de financement de la sécurité sociale du 30/11/2011</i>
1953	61 ans et 2 mois
1954	61 ans et 7 mois
1955 et après	62 ans

Un maître atteint par la limite d'âge en cours d'année peut toutefois être maintenu en fonction jusqu'à la fin de l'année scolaire. Cette prolongation est accordée sur demande écrite et jusqu'au 31 juillet pour une cessation de fonction au 1<sup>er</sup> août.

## E / Demande de prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge

Quand un maître atteint l'âge du taux plein sans décote, il est mis à la retraite d'office en fonction de sa date de naissance.

Un recul de la limite d'âge est possible dans les conditions suivantes, **sous réserve de l'intérêt du service et d'un contrôle d'aptitude physique par un médecin agréé :**

- Une année par enfant de moins de 20 ans encore à charge à la limite d'âge pour au maximum trois ans de prolongation.
- Une année, si à 50 ans, il avait trois enfants vivants.
- S'il n'a pas la totalité des annuités nécessaires, lorsqu'il atteindra l'âge limite, il pourra prolonger son activité pour le nombre de trimestres manquants, **mais dans la limite de dix trimestres.**

Le recul, quel qu'en soit le motif, doit être sollicité année scolaire par année scolaire.

## **F / Date de fin de contrat et admission à la retraite**

L'article 46 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a modifié l'article L. 921-4 du code de l'éducation, selon lequel les enseignants appartenant aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles qui remplissent, en cours d'année scolaire, les conditions d'âge pour obtenir la jouissance immédiate de leur pension sont maintenus en activité jusqu'au 31 août, **sauf s'ils sont atteints par la limite d'âge.**

Le traitement de l'enseignant est interrompu à compter du lendemain du dernier jour d'activité.

La pension est versée par la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail) à compter du 1er jour du mois qui suit la cessation d'activité, **sous réserve de la demande expresse du maître auprès de la CARSAT.**

Ceci devrait conduire les agents à choisir une date de départ en retraite en fin de mois.

Dans le cas où la mise à la retraite intervient pour invalidité, la pension d'invalidité est versée par l'APC (Association pour la Prévoyance Collective) à compter du jour qui suit la cessation d'activité, même si ce n'est pas une fin de mois.

En cas de limite d'âge, où les maîtres du privé ne sont directement pris en charge par le régime général qu'à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois, les maîtres sont autorisés à poursuivre leur activité :

- ❖ soit jusqu'à la fin du mois où ils atteignent cette limite d'âge,
- ❖ soit à la fin de l'année scolaire : en l'occurrence, le **31 juillet.**

## **G/ Retraite progressive :**

Conformément aux articles L 351-15, L 351-16, R 351-39 et suivants du code de la sécurité sociale, la retraite progressive permet d'exercer ses fonctions de façon réduite, tout en percevant un traitement proportionnel et une part de pension de retraite.

### **▪ Conditions :**

- Avoir atteint **au moins l'âge de 60 ans.**

- **Totaliser 150 trimestres de cotisation validés au titre du régime général** et, le cas échéant, dans un ou plusieurs autres régimes obligatoires,

### **▪ Démarches administratives :**

La demande d'admission au titre de la retraite progressive doit intervenir dans le cadre d'une année scolaire et doit être présentée dans le même délai que les demandes de temps partiels. Les maîtres intéressés par ce dispositif doivent faire la démarche auprès de leur caisse de retraite afin de constituer son dossier d'admission, connaître la recevabilité de sa demande ou obtenir toute autre information:

### **CARSAT SUD-EST**

35 rue Georges

13386 MARSEILLE cedex 20

<http://www.carsat-sudest.fr>

Ils adresseront une demande de temps partiel sur autorisation auprès du Rectorat – DEEP 1<sup>er</sup> degré, accompagnée de leur relevé CARSAT.

Ils devront accomplir un service d'enseignement à temps partiel d'une quotité comprise entre 50% et 80 % d'un temps complet.

S'agissant du régime additionnel de retraite, le maître bénéficiaire d'une retraite progressive, ne peut demander le bénéfice du régime additionnel. En effet, l'article 3 de la loi du 5 janvier 2005 précitée subordonne l'ouverture des droits à la condition que l'intéressé ait atteint l'âge de soixante ans **et ait été admis à la retraite**. La satisfaction de cette dernière condition implique qu'il ait cessé totalement son activité. Tel n'est pas le cas du maître qui est toujours détenteur d'un contrat d'enseignement et qui continue d'exercer ses fonctions à temps partiel.

**A noter** : Le maître bénéficiant de la retraite progressive continue à acquérir des droits à pension. Ces droits seront donc recalculés au moment de la liquidation définitive de la retraite.

La demande doit être formulée au moyen de l'imprimé joint en **Annexe 1**, conformément au calendrier des demandes de temps partiel, soit :

- **Le Vendredi 11 Décembre 2020** : dépôt de l'annexe 1 renseignée auprès du chef d'établissement.
- **Le Vendredi 18 Décembre 2020** : date limite de réception des demandes à la DEEP visées par le chef d'établissement

## **H/ Régime temporaire de Retraite des Enseignants Privés (RETREP)**

### **1 - Liquidation :**

**Les dossiers de liquidation** du Régime Temporaire de Retraite des Enseignants Privés (RETREP) doivent être demandés **au minimum six mois avant la fin de fonction**, aux gestionnaires de la D.E.E.P.

Pour en bénéficier, il faut :

- être en activité (sous contrat) lors de la demande,
- avoir atteint l'âge d'ouverture des droits à la retraite :
  - 60 à 62 ans selon l'année de naissance pour la catégorie dite « sédentaire » (professeurs des écoles),
  - L'âge de 57 ans pour la catégorie dite « active » (instituteurs).
- ne pas totaliser le nombre de trimestres suffisant pour justifier d'une retraite à taux plein,
- justifier auprès du régime général d'une durée de service passant progressivement de 15 ans à 17 ans pour la catégorie active

### **2 - Évaluation :**

**Les dossiers d'évaluation** du Régime Temporaire de Retraite des Enseignants Privés, **renseignés par les maîtres**, doivent être adressés au RETREP par la DEEP, impérativement, **avant le 31 octobre de l'année précédant la date de cessation de fonction envisagée**.

Pour une cessation de fonction à la rentrée 2022, les demandes devront donc parvenir au RETREP, **avant le 31 octobre 2021**.

**Ces dossiers devront donc être adressés à la DEEP, au plus tard : le 30 juin 2021** délai de rigueur, afin de permettre la vérification des dossiers avant l'envoi au RETREP. Je vous prie d'attirer l'attention des maîtres sur ce point car au-delà de cette date les dossiers ne pourront pas être traités.

Par ailleurs, vous pouvez pour obtenir des renseignements complémentaires d'ordre technique en vous adressant à :

## **APC / RETREP**

**1 avenue du Général de Gaulle**

**95140 GARGES LES GONESSE**

Tél : 01.39.92.61.01

Vous pouvez également consulter à toutes fins utiles les sites internet suivants :

- <http://www.retraite.cnnav.fr>
- <http://www.carsat-sudest.fr>
- <http://www.retraites.gouv.fr/>
- <http://retraite.orion.education.fr>
- <http://www.service-public.fr>
- <http://www.marel.fr>

## **I/ Régime additionnel de retraite (RAR)**

Ce régime est destiné à permettre l'acquisition de droits additionnels à la retraite.

### **1 - Les bénéficiaires :**

Pour pouvoir bénéficier d'une pension de retraite additionnelle, les maîtres doivent réunir les conditions suivantes :

- Totaliser au moins 17 ans de service
- Avoir atteint l'âge d'ouverture des droits à la retraite
- Avoir été admis à la retraite ou au bénéfice du RETREP

### **2 - Calendrier :**

J'attire votre attention sur le fait qu'il peut y avoir à présent un découplage entre la durée requise pour bénéficier du RAR (17 ans) et celle nécessaire à l'obtention des avantages temporaires de retraite (15 ans).

**Il résulte de ce découplage en terme de durées de services un découplage entre l'attribution de la pension au titre du régime additionnel de retraite et celle des avantages temporaires de retraite, jusqu'alors liées.**

### **Exemple :**

Un maître du privé, né en 1954 et totalisant 16 ans de services en tant que maître du privé, pourra bénéficier du RETREP mais pas du RAR (la durée de services requise est de 17 ans).

En application du troisième alinéa de l'article R.914-139 du Code de l'éducation et dans la mesure où il ne remplit pas la condition de services, il ne pourra pas percevoir de pension au titre du RAR mais, simplement le capital correspondant au montant des cotisations salariales qu'il aura acquittées au titre de ce régime de retraite. Par contre, il percevra mensuellement les avantages temporaires de retraite.



### **3 - Les demandes de liquidation :**

**La liquidation des droits est subordonnée à la demande expresse du bénéficiaire.**

Que vous soyez admis au régime général de sécurité sociale ou au RETREP, **vous joindrez à votre demande** de retraite (**Annexe 2**), adressée sous couvert du chef d'établissement au rectorat (DEEP), **l'imprimé joint en Annexe 3**, intitulé « demande de **régime additionnel** de retraite des personnels des établissements d'enseignement privé sous contrat avec l'Etat », accompagné d'un décompte de vos services.

A titre d'information, je précise que **la DEEP vérifiera le décompte de services que vous devez compléter** (l'imprimé est disponible sur le Portail Intranet Académique du privé, onglet « Publications », source « DEEP »).

Ce décompte, qui sera joint au dossier de demande de retraite, est destiné à l'organisme gestionnaire de ces dossiers, l'APC.

**Vous devrez fournir en outre à l'APC**, lorsque celle-ci vous en fera la demande expresse, les pièces suivantes :

- un relevé d'identité bancaire, postal ou de caisse d'épargne,
- une copie de votre livret de famille ou de votre carte nationale d'identité si vous êtes célibataire sans enfant,
- votre relevé de compte individuel d'assuré social faisant apparaître le relevé des trimestres que vous avez acquis auprès du régime général de sécurité sociale,
- la copie de vos récapitulatifs de carrière qui ont été délivrés par vos caisses de retraites complémentaires ARRCO et AGIRC – si vous ne détenez pas encore ces documents, vous pourrez leur adresser ultérieurement.

### **J / Procédure et calendrier**

Les demandes de départ à la retraite pour **l'année scolaire 2021/2022** devront être formulées sur **l'imprimé joint en annexe 2** et parvenir au plus tard, à la division des établissements d'enseignement privé, D.E.E.P. - sous couvert du chef d'établissement :

**Le Vendredi 18 Décembre 2020**

afin de pouvoir être prises en compte dans les opérations du mouvement des personnels.

**Il appartient aux intéressés, personnellement, de prendre directement contact avec la :**

**CARSAT SUD-EST**

35 rue Georges

13386 MARSEILLE cedex 20

<http://www.carsat-sudest.fr>

**pour obtenir le relevé de carrière à joindre impérativement au formulaire de demande d'admission à la retraite.**

**Nb : Le relevé disponible sur internet ne peut pas être utilisé pour le dossier de retraite**

Je vous prie d'assurer la plus large diffusion de ces informations auprès de tous les personnels concernés, y compris des personnels absents.

*Signataire : Pour le Recteur et par délégation, David LAZZERINI, Secrétaire Général Adjoint de l'Académie d'Aix-Marseille*

**DEMANDE D'ADMISSION AU BENEFICE DE LA RETRAITE PROGRESSIVE**  
**PERSONNELS ENSEIGNANTS DU 1<sup>ER</sup> DEGRE DES ETABLISSEMENTS PRIVES SOUS CONTRAT**

 1<sup>ère</sup> Demande

 Renouvellement

NOM ..... NOM DE JEUNE FILLE .....

PRENOM .....

DATE & LIEU DE NAISSANCE : ..... / ..... / ..... à .....

ETABLISSEMENT D'AFFECTATION .....

Maître en contrat définitif, actuellement :

- A temps complet  
 A temps partiel dûment autorisé  
 A temps incomplet

Demande à effectuer durant l'année 2021-2022 un service d'enseignement à temps partiel sur autorisation afin d'être admis(e) au bénéfice de la retraite progressive.

**Quotité de service demandée :**

La pension étant versée par les caisses de sécurité sociale, je suis informé(e) que je dois m'adresser à ces organismes pour constituer mon dossier d'admission et connaître la recevabilité de ma demande ou obtenir toute autre information.

La présente demande est faite pour la totalité de l'année scolaire 2021-2022 et ne peut être modifiée pendant cette période. Le renouvellement de l'autorisation doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse.

Fait à ..... le .....

Signature

Visa du chef d'établissement

Signature et cachet de l'établissement

Fait à ..... le .....

Décision du recteur :

Fait à Aix-en-Provence, le .....

 ACCORD

 REFUS

Pour le recteur et par délégation,  
 Pour le chef de division et p.o.  
 Le chef de bureau

Sandrine SAUVAGET

**Attention : date limite de dépôt** : - auprès du chef d'établissement : **le vendredi 11 décembre 2020** ;  
 - transmission par le chef d'établissement au rectorat : **le vendredi 18 décembre 2020**

**DEMANDE D'ADMISSION A LA RETRAITE****PERSONNELS ENSEIGNANTS DU 1<sup>er</sup> DEGRE DES ETABLISSEMENTS PRIVES SOUS CONTRAT**

NOM.....NOM DE JEUNE FILLE .....

PRENOM ..... DATE &amp; LIEU DE NAISSANCE : ..... /..... /..... à .....

ETABLISSEMENT D'AFFECTION .....  
.....

NOMBRE D'ENFANTS (légitimes, naturels, adoptifs...) : ..... Joindre une copie du (des) livret(s) de famille

NOM	PRENOM	DATE DE NAISSANCE

**SOLLICITE MON ADMISSION A LA RETRAITE :**

- AU REGIME GENERAL DE LA SECURITE SOCIALE (j'ai atteint l'âge légal ou je bénéficie du dispositif carrière longue et je dispose des trimestres nécessaires pour bénéficier d'une retraite à taux plein)
- PAR LE RETREP (j'ai atteint l'âge légal, j'ai effectué au moins 15 années de service comme agent public ou contractuel dans l'enseignement privé mais je ne totalise pas le nombre de trimestres suffisant pour justifier d'une retraite à taux plein)

**A COMPTER :** DU **01/08/2021** (date limite en cas d'atteinte de la limite d'âge)ou  DU **01/09/2021**

Fait à ..... le .....

Signature

Visa du chef d'établissement

Signature et cachet de l'établissement

Fait à ..... le .....

Décision du recteur :

Fait à Aix-en-Provence, le .....

 ACCORD REFUSPour le recteur et par délégation,  
Pour le chef de division et p.o.  
Le chef de bureau

Sandrine SAUVAGET

**NB : JOINDRE IMPERATIVEMENT LE RELEVÉ DE CARRIERE ACTUALISE DELIVRE PAR LA CARSAT QUE VOUS DEVEZ DEMANDER AU PLUS TOT A CE SERVICE (le relevé de carrière édité sur Internet n'est pas utilisable)**

**DEMANDE DE REGIME ADDITIONNEL DE RETRAITE**  
**PERSONNELS ENSEIGNANTS DU 1<sup>er</sup> DEGRE DES ETABLISSEMENTS PRIVES SOUS CONTRAT**

**Décret n°2005-1233 du 30 septembre 2005 relatif au régime additionnel de retraite des  
personnels enseignants et de documentation mentionnés  
aux articles L. 914-1 du code de l'éducation**

-----

**NOM PATRONYMIQUE** :.....

**PRENOMS** :.....

**NOM MARITAL** :.....

**ADRESSE** :.....

**COMMUNE** :.....

**CODE POSTAL** :.....

**NUMERO DE TELEPHONE** :.....

**NOM ET VILLE DU DERNIER ETABLISSEMENT D'EXERCICE** :  
.....

**RECTORAT DE RATTACHEMENT : AIX-MARSEILLE**

Je soussigné(e), Madame, Monsieur.....  
demande à bénéficier du régime additionnel de retraite institué par l'article 3 de la loi  
n°2005-5 du 5 janvier 2005 à compter du....., date de mon  
admission à la retraite (régime général de la sécurité sociale ou RETREP).

Fait à....., le.....,

Signature

*Prénom, nom*